

vous faire brièvement part de l'explication qu'on m'en a donné à Paris? La voici: On croit généralement que la nation française s'empare autant que possible de tout l'or du reste du monde. On ne paraît pas comprendre que l'or s'en va vers la France comme au pays de refuge. L'or laissé en dépôt doit être placé. Demain, les conditions pourront être devenues telles que la France ne continuera plus d'être un pays de refuge, et alors l'or, comme l'oiseau ouvrira ses ailes et s'envolera vers quelque autre abri. Qu'arrivera-t-il, dans cette éventualité, à la France? La France devra payer. La France, après avoir placé l'or dans ses propres titres, devra disposer de ces titres, dont la valeur tombera. Si la valeur de ces titres tombe, d'autres consignations d'or seront rappelées, de nombreux titres français devront être placés sur le marché, leur valeur baissera davantage, et en très peu de temps, tout l'or expédié en France devra se chercher un autre refuge ailleurs. Voulez-vous la preuve que l'or se conglomère en certains pays, comme mesure de protection? Savez-vous que la Hollande possède une garantie d'or de 150 p. 100 pour sa monnaie? Il en est de même de la Suisse. Pourquoi? Parce que, à tort ou à raison, le peuple de l'univers, en Allemagne peut-être plus que partout ailleurs, dirige son or vers les pays où il le croit en meilleure sûreté jusqu'à ce qu'il en ait besoin.

Ces considérations m'amènent à la question du désarmement. Ce qui m'impressionna davantage, à la dernière assemblée de la Société des nations, ce fut l'opinion unanime que le principe essentiel qui devra ramener graduellement la prospérité, doit être la confiance. Des discours admirables ont implanté cette conviction dans l'esprit des délégués. Sir Robert Cecil, par exemple, a brossé un magnifique tableau des conditions mondiales et a expliqué l'hésitation des peuples, par ailleurs bien disposés, à prêter leur argent à l'étranger. Ils refusent des emprunts à des pays qui, dans une nuit, peuvent être dévastés, et même presque détruits par une attaque aérienne, à l'aide d'explosifs et de gaz empoisonnés. Sir Walter Salter ajouta que le manque de confiance a soudainement arrêté le flot du crédit, en 1929, interruption qui fit un vide de deux milliards de dollars dans les crédits dont l'univers a régulièrement besoin. Après avoir prêté sans compter, les créanciers de l'univers ont cessé tout à coup de fournir les fonds requis et ont créé un déficit dans les sommes affectées d'habitude aux affaires dans tout le monde. Comment combler ce déficit? Sir Arthur Salter, comme tout le monde, affirme que la condition primordiale de la reconstruction des activités économiques et financières, c'est la confiance.

Il me semble que notre pays, comme tous ceux d'ailleurs qui sont bien loin du point de
L'hon. M. BEAUBIEN.

danger immédiat, regarde le désarmement comme une mesure de sécurité. Mais, permettez-moi cette déclaration, c'est le contraire qui est vrai. C'est la sécurité qui est un moyen d'arriver au désarmement. Croiriez-vous qu'un argument, même le plus convaincant, pourrait décider les peuples à déposer les armes et à offrir leurs poitrines nues à l'attaque de l'ennemi qu'ils savent ou croient savoir se tenir aux aguets juste de l'autre côté de la frontière?

Il pourrait être bon d'apporter à cette Chambre une bouffée de l'atmosphère de l'Assemblée de la Société de Genève. Tout étrange que cela paraisse, ce sont ceux qui viennent des endroits les plus éloignés des points de danger qui réclament le plus fortement le désarmement. En d'autres termes, l'intensité de la demande de désarmement est en raison directe de la distance qui sépare des zones dangereuses de l'Europe les auteurs de la requête. Nous sommes évidemment très intéressés à la paix mondiale. Néanmoins, il est difficile de comprendre pourquoi quelqu'un qui jouit d'une protection de trois mille milles d'océan puisse insister pour que les peuples de la zone dangereuse déposent incontinent les armes.

Pour mieux faire saisir ce que je dis si imparfaitement, et vous communiquer plus directement les impressions que j'ai reçues, je prendrai la liberté de lire un passage du magnifique discours de M. Briand, ce grand maître de l'éloquence, à la dernière Assemblée de la Société.

Après avoir entendu, de la part des délégués, plusieurs déclarations qui toutes, plus ou moins, laissent comprendre que la France était la nation la plus fautive contre le désarmement, la position de M. Briand devint très difficile. Je puis le voir marcher d'un pas lent vers la tribune, les épaules courbées, la tête prise penchée. Je savais qu'il souffrait d'une maladie grave, une maladie qui ne lui permettrait pas, peut-être, de dépenser l'effort nécessaire. Pendant une heure et quart, il tint bon, et son discours terminé, ses auditeurs comprenaient pourquoi la sécurité devait précéder le désarmement.

En d'autres termes, le problème n'en est pas un de désarmement, mais bien de sécurité. Pouvez-vous comprendre comment les gouvernements d'Europe, tous forts du principe démocratique, pourraient arracher aux peuples les sommes considérables nécessaires aux armements, si ce n'était pas une question de vie ou de mort pour leurs patries? Ils ne le pourraient pas. S'ils l'essayaient, ils ne garderaient pas le pouvoir un seul jour. Une seule raison pourra plier le peuple d'un pays démocratique à pareil procédé, et c'est l'extrême nécessité.

Je vais vous lire maintenant un extrait du discours de M. Briand. Il explique d'abord